

**Communiqué de presse du  
Comité exécutif fédéral CGSP  
18/11/2015**

**Réunies ce 18 novembre 2015 en Comité exécutif fédéral, les instances de la CGSP dénoncent les actes de barbarie à travers le monde.**

**Pour la CGSP**, l'échec actuel de la lutte contre la radicalisation et l'exclusion est de la responsabilité des partis qui se sont succédés depuis des années au gouvernement, politique accentuée par les partis actuellement au pouvoir. Aujourd'hui, tous se demandent comment réagir.

**La CGSP** rappelle que ces partis ont tous participé au démantèlement des services publics, seule réponse cohérente à la lutte contre l'exclusion. De l'enseignement à la justice, de la police à l'armée, des services communaux de prévention et d'accueil aux services de secours, etc., tous ont subi des coupes budgétaires importantes.

Alors que la C.E va permettre à la France de dépasser ses objectifs budgétaires pour remettre des militaires, gardiens de la paix, policiers, etc., en Belgique, les services publics sont encore et toujours considérés comme un coût pour le budget de l'Etat.

**La CGSP** exige que le Gouvernement rende aux services publics les moyens de fonctionner et de participer pleinement tant à la cohésion sociale qu'à la lutte contre l'exclusion et la radicalisation.

**La CGSP** revendique pleinement que les services publics redeviennent le ciment de l'Etat et ne soient plus simplement considérés comme une variable d'ajustement budgétaire.

**La CGSP** continuera ses actions tenant compte de la situation, dans le but de faire reconnaître la spécificité des services publics et de leur rendre les moyens humains et financiers leur permettant de remplir leurs missions essentielles pour la population.

**Contact**

**Michel MEYER**  
Président CGSP  
0478 /56.48.55

9/11 Place Fontainas  
1000 BRUXELLES

02/508.58.42  
fax 02/508.58.00

**Michel MEYER**  
Président